

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2554

[2009/203164]

30 AVRIL 2009. — Décret relatif à l'hébergement et à l'accueil des personnes âgées (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région linguistique de langue française.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1^o résident : la personne âgée de soixante ans au moins qui est hébergée ou est accueillie dans un établissement pour personnes âgées ainsi que toute autre personne de moins de soixante ans qui y est hébergée ou est accueillie à titre exceptionnel dans un établissement pour personnes âgées selon les modalités fixées par le Gouvernement;

2^o établissements pour personnes âgées :

a) maison de repos : l'établissement, quelle qu'en soit la dénomination, destiné à l'hébergement de personnes âgées qui y ont leur résidence habituelle et y bénéficient, en fonction de leur dépendance, de services collectifs familiaux, ménagers, d'aide à la vie journalière et de soins infirmiers ou paramédicaux;

b) maison de repos et de soins : la maison de repos qui s'inscrit dans le cadre de l'article 5 de la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins. Le Gouvernement peut arrêter des règles spécifiques en ce qui concerne l'âge des personnes accueillies dans des lits de maison de repos reconvertis en lits de maison de repos et de soins affectés à des pathologies particulières;

c) résidence-services : un ou plusieurs bâtiments, quelle qu'en soit la dénomination, constituant un ensemble fonctionnel, géré par une personne physique ou morale, qui, à titre onéreux, offre à ses résidents des logements leur permettant de mener une vie indépendante ainsi que des services auxquels ils peuvent faire librement appel.

On entend par ensemble fonctionnel d'une résidence-services, l'unité architecturale, distincte de toute autre structure éventuellement située sur le même site, qui, bien que pouvant avoir une entrée à rue commune, dispose de voies de circulation horizontales et verticales spécifiques et garantissant aux résidents un accès aisé aux locaux et équipements collectifs, en toute sécurité et sans obstacle pour les personnes à mobilité réduite.

Les locaux, équipements et services collectifs de la résidence-services peuvent également être accessibles à d'autres personnes âgées de soixante ans au moins.

A la condition qu'ils n'en utilisent pas la dénomination, ne sont pas considérés comme résidences-services au sens du présent décret les habitations pour vieux ménages et les centres de services communs qui se fondent respectivement sur l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 et sur le décret de la Communauté française du 30 juin 1982;

d) centre d'accueil de jour : un bâtiment ou partie d'un bâtiment, quelle qu'en soit la dénomination, situé au sein ou en liaison avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins, où sont accueillies, pendant la journée, des résidents, qui y bénéficient de soins familiaux et ménagers et, au besoin, d'une prise en charge thérapeutique et sociale; les locaux du centre d'accueil de jour sont regroupés en un ensemble fonctionnel.

On entend par ensemble fonctionnel d'un centre d'accueil de jour, l'unité architecturale distincte qui regroupe l'ensemble des locaux du centre d'accueil de jour;

e) centre d'accueil de soirée et/ou de nuit : un bâtiment ou partie d'un bâtiment, quelle qu'en soit la dénomination, affecté principalement à l'usage de centre d'accueil de jour, qui accueille la soirée et/ou la nuit des résidents autres que ceux accueillis le même jour en centre d'accueil de jour, qui y bénéficient de soins familiaux et ménagers et, au besoin, d'une prise en charge thérapeutique et sociale;

f) centre de soins de jour : un centre d'accueil de jour offrant une structure de soins de santé qui prend en charge pendant la journée des personnes fortement dépendantes nécessitant des soins et qui apporte le soutien nécessaire au maintien de ces personnes à domicile;

g) court séjour : séjour temporaire en maison de repos ou en maison de repos et de soins dont la durée est initialement fixée de commun accord entre le gestionnaire et le résident ou son représentant et qui ne peut excéder une durée de trois mois ou de nonante jours cumulés par année civile que ce soit ou non dans le même établissement;

h) accueil familial : l'hébergement au domicile d'une personne physique de maximum trois résidents n'appartenant pas à sa famille jusqu'au quatrième degré inclus. Le résident en accueil familial y reçoit l'hébergement, l'aide dans l'organisation des soins requis et l'aide à la réalisation des activités de la vie quotidienne dans le cadre d'une vie familiale;

3^o gestionnaire : la personne physique ou morale titulaire d'un titre de fonctionnement autorisant la gestion d'un établissement pour personnes âgées et responsable devant l'autorité du respect des normes de fonctionnement;

4^o directeur : la personne physique chargée par le gestionnaire et sous son contrôle de la gestion journalière d'un établissement pour personnes âgées visé aux points 2^o, a) à g) du présent article;

5^o représentant :

a) le représentant légal ou judiciaire du résident;

b) le mandataire désigné par le résident à l'exception de toute personne qui exerce une activité dans l'établissement pour personnes âgées ou qui prend part à sa gestion ou qui est soumise à l'autorité du gestionnaire. Cette restriction ne s'applique pas au parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclus;

c) au besoin ou à défaut, un représentant du centre public d'action sociale compétent à l'exception de toute personne qui exerce une activité dans l'établissement pour personnes âgées ou qui prend part à sa gestion;

6^o projet de vie de l'établissement : l'ensemble des actions et des mesures destinées à assurer l'intégration sociale et la qualité de vie des résidents, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'un établissement pour personnes âgées visé aux points 2^o, a) et b), du présent article.

Art. 3. § 1^{er}. Les établissements pour personnes âgées assurent une information sur la nature du service rendu.

§ 2. La publicité visant à informer le public à propos d'un établissement pour personnes âgées contient obligatoirement les éléments suivants :

1° le nom et l'adresse de l'établissement pour personnes âgées et son numéro de titre de fonctionnement;

2° la forme juridique, l'adresse et l'identification exacte du gestionnaire;

3° le nombre de lits s'il s'agit d'une maison de repos, d'une maison de repos et de soins ou de court séjour, de logements s'il s'agit d'une résidence-services ou de places s'il s'agit d'un centre d'accueil de jour, d'un centre d'accueil de soirée et/ou de nuit, d'un centre de soins de jour ou d'un accueil familial.

§ 3. Les informations écrites délivrées au candidat résident ou à son représentant mentionnent obligatoirement :

1° le nom, l'adresse de l'établissement et son numéro de titre de fonctionnement;

2° la forme juridique, l'adresse et l'identification exacte du gestionnaire.

En outre, sont mentionnés :

1° s'il s'agit d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins :

a) le nombre de lits de maison de repos et/ou de maison de repos et de soins et/ou de court séjour, leur répartition par chambre et l'éventuelle existence d'une unité spécifique pour personnes âgées désorientées;

b) le prix journalier d'hébergement suivant le type de chambre choisie ou proposée;

c) les suppléments et leurs prix;

d) les modalités de la collaboration établie avec un ou plusieurs centres de coordination de l'aide et des soins à domicile ainsi que les modalités de la liaison fonctionnelle avec une maison de repos et de soins ou avec l'association en matière de soins palliatifs couvrant la même zone géographique dans le cas d'une maison de repos ne disposant pas de lits reconvertis en maison de repos et de soins;

e) une liste des activités proposées aux résidents, leur fréquence et leur éventuel prix;

2° s'il s'agit d'une résidence-services :

a) le nombre de logements;

b) le prix mensuel du logement suivant le type de logement;

c) les services proposés aux personnes âgées et leurs prix;

d) les modalités de la collaboration établie avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins ainsi qu'avec un ou plusieurs centres de coordination de l'aide et des soins à domicile;

3° s'il s'agit d'un centre d'accueil de jour, d'un centre d'accueil de soirée et/ou de nuit ou d'un centre de soins de jour :

a) le nombre de places d'accueil;

b) le prix journalier d'accueil et des suppléments éventuels;

c) les modalités de la collaboration établie avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins si le centre n'est pas situé sur le site d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins ainsi qu'avec un ou plusieurs centres de coordination de l'aide et des soins à domicile;

d) les activités proposées aux résidents, leur fréquence et leur éventuel prix;

e) les jours et heures d'ouverture du centre;

4° s'il s'agit d'un accueil familial :

a) le nombre de places d'accueil;

b) le prix journalier d'accueil et des suppléments éventuels;

c) les modalités de la collaboration à établir avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins et avec un ou plusieurs centres de coordination de l'aide et des soins à domicile;

d) une liste des activités proposées aux résidents, leur fréquence et leur éventuel prix.

§ 4. Une copie du règlement d'ordre intérieur ainsi qu'un exemplaire de la convention d'hébergement ou d'accueil sont également remises en même temps que ces informations.

Art. 4. Les établissements pour personnes âgées qui bénéficient d'un titre de fonctionnement en vertu du présent décret sont tenus :

1° de respecter les droits individuels des résidents;

2° de garantir le respect de leur vie privée, affective et sexuelle;

3° de favoriser le maintien de leur autonomie;

4° de favoriser leur participation à la vie sociale, économique et culturelle;

5° de garantir un environnement favorable à leur épanouissement personnel et à leur bien-être;

6° d'assurer leur sécurité dans le respect de leurs droits et libertés individuels.

Art. 5. Le Gouvernement arrête une charte relative à la qualité des établissements pour personnes âgées centrée sur les besoins, les attentes et le respect des résidents afin d'améliorer leur qualité de vie.

Les établissements pour personnes âgées qui adhèrent à cette charte sont repris dans une liste publiée selon les modalités fixées par le Gouvernement. Ils en informent leurs résidents. Ils reçoivent un label de qualité.

Le Gouvernement arrête les modalités de la mise en application de la charte relative à la qualité, de l'octroi du label de qualité et de son retrait en cas de non-respect de ladite charte.

CHAPITRE II. — *De la programmation*

Art. 6. § 1^{er}. La programmation des établissements pour personnes âgées visés à l'article 2, 2°, a), b), f) et g), a pour objectif :

1° de maîtriser l'évolution de l'offre d'accueil, d'hébergement ou de soins aux personnes âgées, en fonction de leurs besoins évolutifs et différenciés;

2° d'assurer une répartition homogène des établissements pour personnes âgées sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne afin de garantir une proximité géographique permettant le maintien des liens sociaux existants;

3° de garantir au résident le libre choix entre les secteurs public, associatif ou privé commercial;

4° de concourir à l'équilibre financier du système de sécurité sociale.

§ 2. 1° Le Gouvernement arrête la capacité maximale de lits de maison de repos, en ce compris les lits de maison de repos reconvertis en lits de maison de repos et de soins, ainsi que les capacités maximales et minimales d'accueil par établissement.

2° Il établit également les règles permettant la requalification de lits de maison de repos en lits de maison de repos et de soins ainsi que la requalification de places de centre d'accueil de jour en places de centre de soins de jour.

3° Il établit également les règles d'implantation par arrondissement en fonction du nombre de personnes âgées de 75 ans et plus qui y résident.

4° Pour l'application du 1° et 2°, 29 % au minimum des lits sont réservés au secteur public, 21 % au minimum au secteur associatif et 50 % au maximum peuvent être attribués au secteur privé commercial.

§ 3. 1° Le Gouvernement arrête le chiffre programme d'implantation des centres de soins de jour ainsi que les capacités minimales et maximales d'accueil par établissement.

2° Il établit également les règles d'implantation par arrondissement en fonction du nombre de personnes âgées de 75 ans et plus qui y résident.

3° Pour l'application du 1° et du 2°, 29 % au minimum des places sont réservées au secteur public, 21 % minimum au secteur privé associatif et 50 % maximum au secteur privé commercial.

§ 4. 1° Le Gouvernement arrête le programme spécifique d'implantation des lits de maison de repos réservés au court séjour ainsi que les capacités minimale et maximale par établissement.

2° Ce programme d'implantation se réalise par arrondissement en fonction du nombre de personnes âgées de 75 ans et plus qui y résident.

3° Pour l'application du 1° et du 2°, 29 % au minimum des lits sont réservés au secteur public, 21 % au minimum au secteur associatif et 50 % au maximum peuvent être attribués au secteur privé commercial.

§ 5. Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles il met à disposition de la population les données détaillées relatives à l'état actualisé des programmes d'implantation.

CHAPITRE III. — *De l'accord de principe et des titres de fonctionnement des établissements pour personnes âgées*

Section 1^{re}. — L'accord de principe

Art. 7. § 1^{er}. Tout projet d'ouverture d'un établissement pour personnes âgées visé à l'article 2, 3°, a), b), f) et g), d'extension de celui-ci ou de réouverture après une interruption d'exploitation ayant entraîné la perte du titre de fonctionnement est soumis à l'accord de principe du Gouvernement. Le changement de secteur d'un établissement pour personnes âgées doit également faire l'objet d'un accord de principe préalable.

Ne sont pas soumis à l'accord de principe :

1° le changement de gestionnaire au sein d'un même secteur;

2° le transfert provisoire, en cas de travaux ou de motifs urgents relatifs à la santé publique ou à la sécurité, de résidents d'un établissement vers une autre structure d'hébergement visée dans le présent décret;

3° le transfert sur un autre site, sans augmentation de capacité et dans le même arrondissement, de lits ou de places établis sur plusieurs sites ou de lits ou de places relevant d'un même gestionnaire.

Le gestionnaire concerné doit informer le Gouvernement dans le mois dans la situation visée au 1°, sans délai en cas de motifs urgents visés au 2°, et quinze jours au préalable dans les autres situations.

§ 2. L'accord de principe ne peut pas être cédé, sauf dans le cadre d'un changement de gestionnaire de l'établissement auquel se rapportent les lits ou les places d'accueil concernés par la cession et pour autant que ceux-ci soient concrétisés sur le même site et dans les mêmes conditions et délais que ceux déterminés lors de l'octroi de l'accord de principe.

Des modalités particulières visant la protection des résidents peuvent être fixées lorsque la demande d'accord de principe est accompagnée d'une convention de cession de lits ou de places d'accueil pour lesquels un titre de fonctionnement a été octroyé.

Art. 8. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête les critères et la procédure à appliquer pour l'octroi des accords de principe.

Ces critères doivent permettre au Gouvernement d'apprécier :

1. la volonté de l'établissement de s'inscrire dans une offre diversifiée de services permettant d'apporter un soutien au maintien à domicile et répondant aux besoins spécifiques des personnes âgées désorientées;

2. la qualité architecturale du projet, son implantation, son intégration dans la vie sociale et les moyens mis en œuvre pour contribuer au développement durable, particulièrement en ce qui concerne les économies d'énergie et la consommation d'eau;

3. les moyens mis en œuvre afin de permettre une accessibilité optimale aux personnes en situation de handicap et de satisfaire aux besoins des personnes âgées souffrant de troubles sensoriels;

4. la bonne répartition des établissements pour personnes âgées sur le territoire linguistique de langue française.

§ 2. Lorsqu'il est saisi d'une demande d'accord de principe, le Gouvernement vérifie si le projet est compatible avec le programme d'implantation visé au chapitre II.

§ 3. L'accord de principe accordé par le Gouvernement perd ses effets si un titre de fonctionnement n'a pas été accordé dans le délai de trois ans.

Selon des modalités fixées par le Gouvernement, ce délai peut être prolongé pour une période maximale de trois ans sur la base d'un mémoire justificatif des raisons pour lesquelles le projet n'a pas pu être réalisé dans un délai de trois ans.

Section 2. — Des titres de fonctionnement

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 9. § 1^{er}. Un établissement pour personnes âgées ne peut pas être exploité sans bénéficier d'un titre de fonctionnement.

Le titre de fonctionnement définitif est accordé pour une période indéterminée.

Un titre de fonctionnement provisoire peut être préalablement accordé, pour une période maximale d'un an s'il s'agit d'une première demande. Il peut être prolongé si des travaux de sécurité le justifient.

Si au terme du délai de validité du titre de fonctionnement provisoire aucun refus n'est intervenu, le titre de fonctionnement définitif est réputé accordé.

Un titre de fonctionnement unique est accordé pour les lits de maison de repos, de maison de repos et de soins et de court séjour d'un même établissement.

Un titre de fonctionnement unique est accordé pour les places en centre d'accueil de jour et/ou de soirée et/ou de nuit et en centre de soins de jour d'un même établissement.

§ 2. Le gestionnaire signale par écrit, selon des modalités fixées par le Gouvernement, toute modification aux éléments du dossier de demande du titre de fonctionnement.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, 1^{er} alinéa, un établissement pour personnes âgées qui dispose d'un accord de principe ou en est dispensé en fonction de l'article 7, § 1^{er}, qui dispose également d'une attestation de sécurité et dont le gestionnaire a introduit auprès de l'administration la demande d'un titre de fonctionnement dans le respect des modalités définies à l'article 14, peut être mis en exploitation au plus tôt quinze jours après l'envoi de la demande sauf avis contraire motivé, notifié au demandeur préalablement à la date prévue pour l'ouverture, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 4. Selon les modalités qu'il détermine, le Gouvernement peut déroger aux normes concernant le bâtiment et aux normes prises en application de la réglementation de la protection contre l'incendie qui s'appliquent aux établissements pour personnes âgées par ou en vertu du présent décret, pour autant que ces dérogations ne mettent pas en péril la qualité de vie et la sécurité du résident.

Sous-section 2. — Dispositions spécifiques aux maisons de repos

Art. 10. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête les normes de fonctionnement auxquelles doivent répondre ou, si certaines normes ne peuvent être remplies qu'en cours de fonctionnement, doivent s'engager à y répondre, les maisons de repos pour bénéficiaire d'un titre de fonctionnement.

Ces normes visent notamment :

- 1° les services couverts par le prix d'hébergement;
- 2° les modalités d'adaptation du prix d'hébergement;
- 3° le bâtiment, notamment la réglementation de la protection contre l'incendie et la panique en ce qu'elles complètent et adaptent les normes édictées au niveau fédéral;
- 4° la nourriture, l'hygiène et les soins de santé;
- 5° le nombre, la compétence, la qualification, la présence effective et la moralité des personnes exerçant leurs activités dans la maison de repos;
- 6° les conditions d'expérience et de qualification, ainsi que les exigences minimales d'activité et de présence requises pour exercer la fonction de directeur;
- 7° les modalités de la collaboration à établir avec un ou plusieurs centres de coordination de l'aide et des soins à domicile, le cas échéant, avec une maison de repos et de soins et avec l'association en matière de soins palliatifs couvrant la zone géographique concernée, si la maison de repos ne dispose pas de lits de maison de repos et de soins;
- 8° le règlement d'ordre intérieur dont un modèle, non obligatoire, est établi selon les modalités fixées par le Gouvernement et qui doit respecter les principes suivants :
 - a) le respect de la vie privée des résidents ainsi que de leurs convictions idéologiques, philosophiques et religieuses;
 - b) le libre choix des médecins;
 - c) le libre accès de la maison de repos à la famille, aux amis, aux ministres des différents cultes et aux conseillers laïques demandés par les résidents ou à défaut par leur représentant;
 - d) la plus grande liberté possible de sortie.

Le Gouvernement définit la liste des dispositions minimales du règlement d'ordre intérieur et est habilité à préciser le contenu des dispositions assurant la protection minimale des résidents en référence aux principes énoncés aux literas a) à d) du précédent alinéa.

Les établissements qui n'utilisent pas le modèle visé ci-dessus soumettent leur règlement d'ordre intérieur à l'accord du Gouvernement selon les modalités qu'il détermine;

9° la convention d'hébergement entre le gestionnaire et le résident ou son représentant dont le modèle non obligatoire est établi selon les modalités fixées par le Gouvernement dans le respect des principes suivants :

- a) la sécurité du résident quant à la qualité de l'hébergement et des services;
- b) la sécurité du résident quant aux prix de l'hébergement et des services, notamment quant aux prix journalier de l'hébergement, les services qu'il couvre ainsi que les modalités de son adaptation et le montant de la garantie éventuelle déposée et son affectation;
- c) la protection du résident quant à la mise en dépôt des biens, garanties et valeurs confiées au gestionnaire, ainsi que les modalités de leur gestion éventuelle;
- d) la sécurité du résident quant à la durée de la convention, les conditions et les délais de résiliation;
- e) le respect des dispositions particulières relatives au court séjour.

Les maisons de repos qui n'utilisent pas le modèle visé ci-dessus, soumettent leur convention d'hébergement à l'accord du Gouvernement selon les modalités qu'il détermine;

10° le projet de vie de l'établissement pour personnes âgées et sa mise en œuvre en réponse aux besoins des résidents afin de leur assurer un bien-être optimal et de maintenir leur autonomie.

Ce projet de vie comprend au moins :

- a) les dispositions relatives à l'accueil des résidents prises dans le but de respecter leur personnalité, d'apaiser le sentiment de rupture éprouvé par eux et leur famille lors de l'entrée et de déceler les éléments qui permettront, au cours du séjour, de mettre en valeur leurs aptitudes et leurs aspirations;
- b) les dispositions relatives au séjour permettant aux résidents de retrouver un cadre de vie aussi proche que possible de leur cadre familial, notamment en encourageant leur participation aux décisions concernant la vie communautaire et en développant des activités occupationnelles, relationnelles, culturelles en vue de susciter l'ouverture de la maison de repos vers l'extérieur;
- c) les dispositions relatives à l'organisation des soins et des services d'hôtellerie, dans le but de préserver l'autonomie des résidents tout en leur procurant bien-être, qualité de vie et dignité;

d) les dispositions organisant le travail en équipe dans un esprit interdisciplinaire et de formation permanente, exigeant du personnel, un respect de la personne du résident, de son individualité, en actes et en paroles et octroyant à ce personnel, des moyens, notamment en temps, qui facilitent le recueil et la transmission des observations permettant d'atteindre les objectifs du projet de vie;

e) les dispositions permettant une participation des résidents, chacun selon ses aptitudes, en vue de favoriser le dialogue, d'accueillir les suggestions, d'évaluer en équipe la réalisation des objectifs contenus dans le projet de vie institutionnel et d'offrir des activités rencontrant les attentes de chacun.

§ 2. Le Gouvernement arrête les normes de fonctionnement spécifiques concernant l'hébergement en unité adaptée des personnes âgées désorientées.

§ 3. Le Gouvernement arrête les normes de fonctionnement complémentaires auxquelles doit répondre une maison de repos implantée sur plusieurs sites, gérée par un même pouvoir organisateur et ayant un même directeur et qui souhaite bénéficier d'un titre de fonctionnement unique.

Ces normes portent notamment sur l'éloignement maximum des sites, les capacités minimale et maximale de chaque implantation et le personnel y affecté.

Sous-section 3. — Dispositions spécifiques aux résidences-services

Art. 11. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête les normes auxquelles doivent répondre les résidences-services pour bénéficier d'un titre de fonctionnement :

1° la composition des logements individuels qui doivent comprendre au moins :

- a) une salle de séjour;
- b) un espace cuisine, éventuellement intégré dans la salle de séjour;
- c) une chambre à coucher;
- d) une salle de bains;
- e) une toilette, éventuellement intégrée dans la salle de bains;

2° les superficies minimales des logements individuels;

3° le nombre, la description et la superficie des locaux communs;

4° les modalités selon lesquelles une permanence est assurée permettant d'intervenir dans les plus brefs délais auprès des résidents en cas de nécessité;

5° les services facultatifs que le gestionnaire doit obligatoirement organiser ou rendre disponibles à la demande des résidents et les conditions de leur accès;

6° les modalités de la collaboration à établir avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins si la résidence-services n'est pas établie sur le site d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins ainsi qu'avec un ou plusieurs centres de coordination de l'aide et des soins à domicile.

§ 2. En outre, les résidences-services doivent répondre ou, si certaines normes ne peuvent être remplies qu'en cours de fonctionnement, doivent s'engager à répondre aux normes définies par le Gouvernement et qui concernent les matières suivantes :

1° les services couverts par le prix mensuel d'hébergement;

2° les modalités d'adaptation du prix d'hébergement;

3° le bâtiment, notamment la réglementation de la protection contre l'incendie et la panique en ce qu'elles complètent et adaptent les normes édictées au niveau fédéral;

4° la nourriture et l'hygiène;

5° le nombre, la compétence, la qualification, la présence effective et la moralité des personnes exerçant leurs activités dans la résidence-services;

6° les conditions d'expérience et de qualification, ainsi que les exigences minimales d'activité et de présence requises pour exercer la fonction de directeur;

7° le règlement d'ordre intérieur dont un modèle, non obligatoire, est établi selon les modalités fixées par le Gouvernement et qui doit respecter les principes suivants :

- a) le respect de la vie privée des résidents ainsi que de leurs convictions idéologiques, philosophiques et religieuses;
- b) le libre choix des médecins;
- c) le libre accès de la résidence-services à la famille, aux amis, aux ministres des différents cultes et aux conseillers laïques demandés par les résidents ou à défaut par leur représentant;
- d) la plus grande liberté possible de sortie.

Le Gouvernement définit la liste des dispositions minimales du règlement d'ordre intérieur et est habilité à préciser le contenu des dispositions assurant la protection minimale des résidents en référence aux principes énoncés aux literas a) à d) du précédent alinéa.

Les résidences-services qui n'utilisent pas le modèle visé ci-dessus soumettent leur convention d'hébergement à l'accord du Gouvernement selon les modalités qu'il détermine;

8° la convention d'hébergement entre le gestionnaire et le résident ou son représentant dont le modèle non obligatoire est établi selon les modalités fixées par le Gouvernement dans le respect des principes suivants :

- a) la sécurité du résident quant à la qualité de l'hébergement et des services;
- b) la sécurité du résident quant aux prix de l'hébergement et des services, notamment quant au prix mensuel de l'hébergement, les services qu'il couvre ainsi que les modalités de son adaptation et le montant de la garantie éventuelle déposée et son affectation;
- c) la protection du résident quant à la mise en dépôt des biens, garanties et valeurs confiées au gestionnaire, ainsi que les modalités de leur gestion éventuelle;
- d) la sécurité du résident quant à la durée de la convention, les conditions et les délais de résiliation.

Les résidences-services qui n'utilisent pas le modèle visé ci-dessus soumettent leur convention d'hébergement à l'accord du Gouvernement selon les modalités qu'il détermine.

Sous-section 4. — Dispositions spécifiques
pour les centres d'accueil de jour et/ou de soirée et/ou de nuit

Art. 12. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête les normes auxquelles doivent répondre les centres d'accueil de jour et/ou de soirée et/ou de nuit pour bénéficier d'un titre de fonctionnement.

Ces normes visent notamment :

1° l'agencement et la superficie des locaux affectés spécifiquement au centre d'accueil de jour et/ou de soirée et/ou de nuit;

2° les matières visées à l'article 10, § 1^{er}, de 1° à 9°;

3° les modalités de la collaboration à établir avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins si le centre d'accueil n'est pas situé sur le site d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins ainsi qu'avec un ou plusieurs centres de coordination de l'aide et des soins à domicile.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement définit les conditions selon lesquelles une subvention forfaitaire journalière par personne accueillie est accordée à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement des centres gérés par une personne morale de droit public ou par une personne morale de droit privé sans but lucratif.

Sous-section 5. — Dispositions spécifiques pour l'accueil familial

Art. 13. Le Gouvernement arrête les normes auxquelles doit répondre l'accueil familial pour bénéficier d'un titre de fonctionnement.

Ces normes visent notamment :

1° les conditions d'accueil garantissant la continuité de celui-ci, la protection de la santé, la sécurité et le bien-être physique et moral des personnes accueillies, l'hygiène, la nutrition, la formation des personnes accueillantes, leur moralité et leur suivi médico-social;

2° les conditions architecturales en ce compris la réglementation de la protection contre l'incendie et la panique;

3° le contenu de la convention entre le résident et la personne accueillante ainsi que la sécurité du résident quant à la durée de la convention et les conditions et délais de résiliation;

4° les conditions financières de l'accueil;

5° la protection du résident quant à la mise en dépôt des biens, garanties et valeurs confiées à la personne accueillante, ainsi que les modalités de leur gestion éventuelle;

6° les modalités de la collaboration à établir avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins ainsi qu'avec un centre de coordination de l'aide et des soins à domicile;

7° les exigences de formation des personnes accueillantes ainsi que les modalités de leur encadrement ainsi que les modalités de financement de cet accompagnement.

Sous-section 6. — L'octroi, la suspension, le refus ou le retrait d'un titre de fonctionnement

Art. 14. La demande d'un titre de fonctionnement est introduite par le gestionnaire par lettre recommandée, ou par toute autre voie conférant date certaine à l'envoi, déterminée par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête les conditions de recevabilité, la composition du dossier et la procédure de l'octroi d'un titre de fonctionnement ainsi que les conditions et les modalités relatives au titre de fonctionnement provisoire.

Le titre de fonctionnement précise le nombre de lits, de places ou de logements par type d'établissement.

Art. 15. Lorsqu'un établissement pour personnes âgées ne respecte pas les dispositions fixées par ou en vertu du présent décret, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, il lui est adressé un avertissement l'invitant à se conformer aux normes immédiatement lorsque la situation nécessite une correction urgente ou dans un délai d'une semaine à trois mois au maximum dans les autres cas.

Si à l'expiration du délai fixé, l'établissement pour personnes âgées ne respecte pas les dispositions fixées par ou en vertu du présent décret, une procédure de suspension, de refus ou de retrait du titre de fonctionnement peut être entamée selon les modalités définies par le Gouvernement.

Art. 16. Le titre de fonctionnement peut être suspendu, refusé ou retiré par le Gouvernement pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu du présent décret. Les décisions de suspension, de retrait ou de refus des titres de fonctionnement peuvent ne concerner que certaines parties du bâtiment ou certains sites d'implantation.

Toute entrave à l'exécution des missions de surveillance des agents désignés par le Gouvernement par le gestionnaire de l'établissement pour personnes âgées ou par toute personne agissant en leur nom peut entraîner la suspension du titre de fonctionnement.

Le Gouvernement fixe les procédures et les conditions de suspension, de refus ou de retrait des titres de fonctionnement, ainsi que les délais de décision.

La décision de suspension doit être affichée à l'entrée du bâtiment et implique l'interdiction d'accueillir de nouveaux résidents.

Le refus ou le retrait du titre de fonctionnement entraîne la fermeture de l'établissement pour personnes âgées. Le refus ou le retrait du titre de fonctionnement d'une maison de repos et de soins qui bénéficie d'un titre de fonctionnement en tant que maison de repos entraîne la suppression de la qualité de maison de repos et de soins. Le refus ou le retrait du titre de fonctionnement d'une maison de repos et de soins qui ne bénéficie pas d'un titre de fonctionnement en tant que maison de repos entraîne la fermeture de l'établissement.

Le refus ou le retrait du titre de fonctionnement d'un centre de soins de jour qui bénéficie d'un titre de fonctionnement en tant que centre d'accueil de jour entraîne la suppression de la qualité de centre de soins de jours.

Art. 17. En cas de changement de gestionnaire, lorsque l'établissement pour personnes âgées bénéficie d'un titre de fonctionnement provisoire, ce titre de fonctionnement est reconduit pour une durée maximale d'un an à dater de la communication du changement visé à l'article 20, alinéa 2.

Art. 18. Toutes les décisions relatives à l'octroi, à la suspension, au refus ou au retrait d'un titre de fonctionnement sont communiquées sans délai au bourgmestre et au président du centre public d'action sociale.

Le bourgmestre tient un registre des établissements pour personnes âgées établis sur le territoire de sa commune. Ce registre est mis à la disposition de la population.

Art. 19. Toutes les décisions relatives à la suspension, au refus ou au retrait d'un titre de fonctionnement sont communiquées sans délai aux résidents ou à leurs représentants par le gestionnaire.

Art. 20. En cas de changement de gestionnaire le titre de fonctionnement est maintenu pour autant que les conditions d'octroi restent remplies.

Tout changement de gestionnaire doit être communiqué au plus tard dans le mois de la cession de l'établissement pour personnes âgées selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 21. Le gestionnaire qui souhaite fermer volontairement un établissement pour personnes âgées en avertit le Gouvernement au moins 3 mois avant la fermeture et l'informe des mesures qu'il a prises pour assurer le transfert de ses résidents. Il est pris acte de la fermeture dont l'exécution est vérifiée.

CHAPITRE IV. — *Des rapports entre le gestionnaire et les résidents*

Art. 22. Le règlement d'ordre intérieur définissant les droits et devoirs des résidents et du gestionnaire et répondant aux conditions de l'article 10, § 1^{er}, 9^o, est remis aux résidents ou à leurs représentants avant la signature de la convention d'hébergement ou d'accueil.

Un exemplaire de la convention conclue entre le gestionnaire et le résident ou son représentant lui est remis ou à son représentant au plus tard le jour de l'entrée dans l'établissement pour personnes âgées; un autre exemplaire est joint au dossier individuel visé à l'article 23.

Art. 23. Un dossier individuel est établi lors de l'admission d'un résident. Il doit être mis à jour en permanence sur la base des informations communiquées et être accessible au résident, à son représentant et aux agents de la Région wallonne chargés du contrôle.

Le dossier individuel reprend les données d'identité du résident, de son représentant, des personnes et des services auxquels le gestionnaire doit recourir au besoin, les renseignements relatifs au paiement du prix d'hébergement ou d'accueil, et s'il échet les renseignements relatifs à la mutualité, aux pensions, l'état des lieux ainsi que le relevé des objets et valeurs mis en dépôt.

Art. 24. § 1^{er}. Dans chaque maison de repos ou maison de repos et de soins ainsi que dans chaque résidence-services, il est créé un conseil des résidents composé de résidents ou de leurs représentants et/ou de membres de leur famille. Le directeur ou son représentant peut assister aux réunions du conseil des résidents. Afin d'assurer le bon fonctionnement de ce conseil, celui-ci reçoit le soutien du personnel de l'établissement. Le service social de la commune où est installé l'établissement concerné est informé de la tenue des réunions du conseil des résidents et invité à y assister au moins une fois par an.

Le conseil des résidents donne des avis et fait des suggestions, notamment au sujet du fonctionnement de l'établissement, de l'organisation des services, du projet de vie institutionnel et des activités d'animation.

Lorsqu'au sein d'un même établissement pour personnes âgées se retrouvent une maison de repos et/ou une maison de repos et de soins et/ou une résidence-services, un seul conseil des résidents peut être mis sur pied.

§ 2. Le Conseil des résidents se réunit au moins une fois par trimestre.

Il est établi un rapport de chaque réunion du Conseil des résidents. Ce rapport sera affiché au tableau d'affichage et pourra être consulté par les résidents, les membres de leur famille ou leur représentant, par le bourgmestre et par les agents de la Région wallonne chargés du contrôle.

Des suggestions, des remarques ou des plaintes peuvent être consignées par le résident, son représentant ou sa famille dans un registre mis à la disposition par l'établissement. Le plaignant doit être informé de la suite qui a été donnée à sa plainte. Le registre susvisé doit être présenté, une fois par trimestre, sur simple requête, au Conseil des résidents.

Art. 25. Sans préjudice d'une augmentation de prix autorisée en application de l'article 10, § 1^{er}, 2^o, en cas de nouvelle construction ou de travaux de transformation de l'établissement pour personnes âgées, les résidents ou les personnes accueillies présents avant le début des travaux conservent un droit au maintien du prix d'hébergement ou d'accueil.

La convention d'hébergement ou d'accueil conclue après le début des travaux précisera clairement qu'un nouveau prix pourra être appliqué à l'échéance des travaux.

Art. 26. En cas de paiement tardif du prix d'hébergement ou d'accueil, seul un intérêt moratoire, dont le taux ne peut excéder le taux de l'intérêt légal, peut être réclamé en sus.

Art. 27. Un acompte pour l'entrée dans un établissement pour personnes âgées, ne peut être exigé qu'après la signature de la convention établie entre le gestionnaire et le résident et pour autant que l'entrée du résident ne soit pas postérieure à un mois.

Cet acompte ne peut dépasser le montant mensuel du prix d'hébergement hors supplément.

Il ne peut pas être demandé d'acompte dans les centres d'accueil de jour et/ou de soirée et/ou de nuit et dans les centres de soins de jour.

La convention indique la date d'entrée dans l'établissement.

L'acompte est déduit de la première facture ou est restitué sans délai si la personne âgée est, pour des raisons indépendantes de sa volonté, dans l'impossibilité d'entrer dans l'établissement ou si le gestionnaire ne peut pas accueillir la personne à la date prévue par la convention.

CHAPITRE V. — *Du contrôle*

Art. 28. Tous les deux ans, et pour la première fois le 1^{er} janvier 2012, le gestionnaire d'un établissement pour personnes âgées, rédige un rapport concernant la sécurité, la qualité des services et des soins, les mesures d'hygiène, l'accueil des nouveaux résidents et, le cas échéant, l'application du projet de vie.

Le Gouvernement arrête le modèle de rapport et fixe les modalités de sa transmission.

Art. 29. § 1^{er}. Le bourgmestre ou son délégué peut à tout moment visiter un établissement pour personnes âgées dans le but de contrôler les conditions d'hébergement et de bien-être des personnes qui y sont hébergées ou accueillies; le cas échéant, il adresse un rapport au Gouvernement.

En ce qui concerne les lieux considérés comme un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, leur visite est conditionnée à l'accord explicite du résident ou de son représentant ou, à défaut, du juge du tribunal de police compétent ou de son suppléant, sauf en cas d'extrême urgence lorsque l'assistance de la personne en danger le requiert.

§ 2. Les agents désignés par le Gouvernement pour le contrôle des établissements pour personnes âgées sont chargés de veiller au respect des règles fixées par ou en vertu du présent décret ainsi que des règles fixées par l'autorité fédérale en matière d'agrément de maison de repos et de soins et de centre de soins de jour.

Ces agents sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi.

Ils peuvent dans l'exercice de leurs missions :

1° procéder à tout examen, contrôle, enquête et recueillir toute information qu'ils estiment nécessaire, notamment :

a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) se faire produire ou rechercher tout document utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé;

2° dresser des procès-verbaux de constatation qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie est notifiée dans les quinze jours de la constatation des faits au gestionnaire et à l'auteur des faits.

En ce qui concerne les lieux considérés comme un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, leur visite est conditionnée à l'accord explicite du résident ou de son représentant ou, à défaut, du juge du tribunal de police compétent ou de son suppléant, sauf en cas d'extrême urgence lorsque l'assistance de la personne en danger le requiert.

Art. 30. § 1^{er}. Est passible d'une amende administrative :

1° de 25.000 euros le gestionnaire qui exploite un établissement pour personnes âgées sans bénéficier d'un titre de fonctionnement, sans préjudice de l'article 9, § 3;

2° de 10.000 euros, le gestionnaire qui exploite un établissement pour personnes âgées dont le titre de fonctionnement a été suspendu et qui n'a pas remédié aux lacunes ayant entraîné la décision dans le délai de trois mois de la notification de celle-ci, ainsi que le gestionnaire qui accueille de nouveaux résidents malgré une décision de suspension du titre de fonctionnement;

3° de 5.000 euros le gestionnaire qui, intentionnellement, fait une déclaration inexacte ou non sincère pour obtenir ou maintenir un accord de principe ou un titre de fonctionnement.

§ 2. En cas de récidive dans les cinq ans de la constatation de l'infraction, les montants visés ci-avant sont doublés.

§ 3. Le Gouvernement inflige les amendes administratives. L'amende est payable dans les deux mois de la notification.

§ 4. Le Gouvernement définit la procédure d'application des amendes administratives visées au § 1^{er}, la procédure de recouvrement d'office en cas de non paiement dans le délai imparti et les modalités de recours.

Art. 31. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application des articles 269 à 281 du Code pénal, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 15 à 25 euros, les gestionnaires qui ne respectent pas de manière caractérisée les normes de fonctionnement en portant atteinte gravement à la protection, à la sécurité ou à la santé des résidents.

§ 2. Sans préjudice de l'application des peines prévues au Code pénal, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 10 à 50 euros ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui, directement ou indirectement, et tout en exerçant une activité ou un mandat dans un établissement pour personnes âgées ou une société, un service ou une institution gérant un établissement pour personnes âgées :

a) gère de façon non individualisée les comptes des résidents;

b) par ruse, contrainte, menace, fausse promesse ou en profitant de l'état de faiblesse ou de maladie, se sera fait remettre des biens appartenant à un résident;

c) administre les fonds ou biens des résidents, sauf dans le respect des conditions éventuellement prévues par la convention visée à l'article 10, § 1^{er}, 9°, 11, § 2, 8° et 13, 5°, du présent décret;

2° celui qui impose comme condition préalable à l'entrée dans un établissement pour personnes âgées le paiement d'un acompte ou d'une garantie autre que celle autorisée par le présent décret ou en application de celui-ci.

Art. 32. A titre de mesure de sûreté, les cours et tribunaux peuvent prononcer, outre les condamnations visées à l'article 31, contre les auteurs d'infractions aux dispositions du présent décret et des dispositions réglementaires prises en vertu de ce dernier, l'interdiction d'exploiter ou de diriger, personnellement ou par personne interposée, pendant une durée qu'ils déterminent, un établissement pour personnes âgées; cette durée ne peut être supérieure à dix ans.

L'interdiction produit ses effets dès que la condamnation n'est plus susceptible de voies de recours ordinaires ou extraordinaires. L'infraction à cette interdiction est punie d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 25 à 125 euros par personne âgée admise ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 33. Si, dans le cadre de l'exercice du contrôle, des manquements graves sont constatés et que le gestionnaire n'y remédie pas dans le délai imparti, le Gouvernement peut désigner, aux frais de ce dernier, un commissaire chargé d'accompagner la direction de l'établissement pour personnes âgées le temps nécessaire pour régulariser les manquements graves constatés.

Toutes les décisions relatives à l'établissement et aux personnes âgées qui y sont hébergées ou accueillies doivent être validées préalablement par le Commissaire.

Le Gouvernement fixe les modalités et conditions en la matière, ainsi que les droits et devoirs du commissaire et des établissements pour personnes âgées.

Art. 34. § 1^{er}. Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement peut décider d'urgence la fermeture d'un établissement pour personnes âgées pour des raisons de santé publique, de sécurité ou de non-respect caractérisé des dispositions applicables.

La décision de fermeture d'urgence peut ne concerner que certaines parties du bâtiment ou certains sites d'implantation.

Il peut être mis fin à la décision de fermeture d'urgence si les circonstances qui l'ont justifiée ne sont plus réunies.

§ 2. Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement ordonne la fermeture des établissements qui fonctionnent sans avoir obtenu un titre de fonctionnement.

Art. 35. Le bourgmestre est chargé de l'exécution des décisions de fermeture visées à l'article 34 et de procéder aux fermetures qui découlent des décisions de refus ou de retrait du titre de fonctionnement.

Il veille à l'application de toutes les mesures nécessaires à cet effet.

A cette fin, il procède à l'évacuation des résidents et requiert le centre public d'action sociale pour assurer l'accueil et l'hébergement urgents de ceux-ci.

Art. 36. Toute personne chargée de l'administration d'un établissement pour personnes âgées par décision judiciaire se fait immédiatement connaître auprès du Gouvernement selon les modalités qu'il détermine.

Toute décision entraînant l'évacuation fait l'objet d'une concertation préalable entre l'administrateur de l'établissement pour personnes âgées désigné par décision judiciaire, le bourgmestre et les agents chargés du contrôle des établissements pour personnes âgées.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives*

Art. 37. A l'article 2, b), du décret du 13 juin 2002 relatif à l'organisation des établissements de soins, les mots "à l'exception des maisons de repos et de soins et des centres de soins de jour" sont ajoutés.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 38. Les titres de fonctionnement valides au jour d'entrée en vigueur du présent décret sont réputés avoir été octroyés pour une durée illimitée à l'exception des titres de fonctionnement provisoire et des titres de fonctionnement suspendus.

Art. 39. Le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et les articles 27 et 28 du décret du 6 février 2003 modifiant le décret du 5 juin 1997 sont abrogés.

Art. 40. Le deuxième alinéa de l'article 63 du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution est remplacé par l'alinéa suivant :

Sans préjudice de l'alinéa précédent, il s'agit notamment de remettre un avis technique sur l'application du décret relatif à l'hébergement et à l'accueil des personnes âgées :

1. la programmation des établissements pour personnes âgées visée à l'article 6 dudit décret;
2. les accords de principe visés à l'article 7 dudit décret;
3. toute décision de refus, retrait ou suspension d'un agrément, préalablement à ces décisions.

Art. 41. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 971 (2008-2009), n^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance publique du 29 avril 2009.

Discussion - Votes.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2554

[2009/203164]

30 APRIL 2009. — Decreet betreffende de opvang en de huisvesting van bejaarde personen (1)

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een in artikel 128, § 1, ervan bedoelde aangelegenheid.

Het decreet is van toepassing op het grondgebied van het Franstalig gebied.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1^o bewoner : de bejaarde persoon van minstens zestig jaar die in een inrichting voor bejaarde personen verblijft of wordt opgevangen, alsmede elke andere persoon van minder dan zestig jaar die er, bij wijze van uitzondering, verblijft of wordt opgevangen volgens de modaliteiten bepaald door de Regering;

2^o inrichtingen voor bejaarde personen :

a) rustoord : de inrichting (onder welke benaming ook) voor de opvang van bejaarde personen die er op duurzame wijze verblijven en in aanmerking komen, in functie van hun afhankelijkheid, voor collectieve familiale en huishoudelijke diensten, voor hulpverlening in het dagelijkse leven en voor verpleegkundige en paramedische zorg;

b) rust- en verzorgingstehuis : het rustoord dat kadert in artikel 5 van de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging. De Regering kan specifieke regels vastleggen wat betreft de leeftijd van de personen die opgevangen worden in rustoordbedden gereconverteerd naar rust- en verzorgingsbedden die bestemd zijn voor bijzondere pathologieën;

c) serviceflat : één of meer gebouwen, onder welke benaming ook, die een functioneel geheel vormen dat beheerd wordt door een natuurlijke of rechtspersoon die zijn bewoners tegen betaling woningen aanbiedt waarin ze zelfstandig kunnen leven, alsook diensten waarop ze zelf een beroep kunnen doen.

Onder functioneel geheel van een serviceflat wordt verstaan, het architecturale geheel dat zich onderscheidt van elke andere eventueel op dezelfde site gebouwde structuur en dat ondanks een mogelijke gemeenschappelijke straatingang uitgerust is met specifieke horizontale en verticale verkeerswegen waardoor de bewoners en de personen met beperkte beweeglijkheid een vlotte, veilige en hindernisloze toegang krijgen tot de gemeenschappelijke lokalen en uitrustingen.

De lokalen, uitrustingen en gemeenschappelijke diensten kunnen ook toegankelijk zijn voor andere personen die minstens zestig jaar oud zijn.

Op voorwaarde dat zij de benaming er niet van gebruiken, worden niet beschouwd als serviceflats in de zin van dit decreet, de woningen voor oude gezinnen en de centra voor gemeenschappelijke diensten die onder respectievelijk het besluit van de Regent van 2 juli 1949 en het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1982 vallen;

d) dagcentrum : een gebouw of deel van een gebouw, onder welke benaming ook, dat deel uitmaakt van een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis, waar bewoners overdag worden opgevangen om er huishoudelijke en gezinsverzorging en, indien nodig, een therapeutische en sociale hulp te genieten; de lokalen van het dagcentrum worden in een functioneel geheel herenigd.

Onder functioneel geheel van een dagcentrum wordt verstaan, het aparte architecturale geheel dat alle lokalen van het dagcentrum herenigt;

d) centrum voor avond- en/of nachtopvang : een gebouw of deel van een gebouw, onder welke benaming ook, dat hoofdzakelijk gebruikt wordt als dagcentrum, waar andere bewoners dan diegene die overdag in een dagcentrum verblijven 's avonds en/of 's nachts worden opgevangen om er huishoudelijke en gezinsverzorging en, indien nodig, een therapeutische en sociale hulp te genieten;

f) dagverzorgingscentrum : een dagcentrum dat over een structuur voor gezondheidszorgen beschikt dat overdag sterk afhankelijke personen die zorgen nodig hebben ten laste neemt en die de nodige steun verleent om deze personen thuis te houden;

g) kortstondig verblijf : tijdelijk verblijf in een rustoord of in een rust- en verzorgingstehuis, waarvan de duur aanvankelijk in gemeenschappelijk overleg wordt vastgelegd door de beheerder en de bewoner of diens vertegenwoordiger en die geen drie maanden of negentig samengetelde dagen per kalenderjaar, al dan niet in dezelfde inrichting, mag overschrijden;

h) gezinsopvang : de opvang in een huis van een natuurlijke persoon van maximum drie bewoners die tot en met de vierde graad niet tot zijn gezin behoren. De bewoner in een gezinsopvang krijgt een onderkomen, hulp voor de organisatie van de vereiste zorgen en hulp voor de uitvoering van de activiteiten van het dagelijks leven in het kader van het gezinsleven;

3° beheerder : natuurlijke of rechtspersoon houder van een werkingsvergunning die het beheer van een inrichting voor bejaarde personen toelaat en die verantwoordelijk is t.o.v. de overheid voor de naleving van de werkingsnormen;

4° directeur : de natuurlijke persoon die door de beheerder en onder zijn toezicht belast is met het dagelijks beheer van een inrichting voor bejaarde personen bedoeld in de punten 2°, a) tot g) van dit artikel;

5° vertegenwoordiger :

a) de wettelijke of rechterlijke vertegenwoordiger van de bewoner;

b) de door de bewoner aangewezen gemachtigde, met uitzondering van elke persoon die een activiteit in de inrichting voor bejaarde personen uitoefent, er medebeheerder van is of onder het gezag van de beheerder staat. Deze beperking is niet van toepassing op bloed- en aanverwanten tot in de vierde graad;

c) indien nodig of bij ontstentenis, een vertegenwoordiger van het bevoegde openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, met uitzondering van elke persoon die een activiteit in de inrichting voor bejaarde personen uitoefent of er medebeheerder van is;

6° levensproject van de inrichting : het geheel van de acties en maatregelen die de sociale integratie en de levenskwaliteit van de bewoners zowel binnen als buiten de inrichting voor bejaarde personen bedoeld in de punten 2°, a) en b), van dit artikel moeten waarborgen.

Art. 3. § 1. De inrichtingen voor bejaarde personen geven informatie over de aard van de verleende dienst.

§ 2. De publiciteit om het publiek over een inrichting voor bejaarde personen te informeren, moet de volgende gegevens bevatten :

1° de naam en het adres van de inrichting voor bejaarde personen en haar nummer van werkingsvergunning;

2° de rechtsvorm, het adres en de nauwkeurige identificatie van de beheerder;

3° het aantal bedden als het gaat om een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis of een rustoord of tehuis voor kortstondige verblijven, de woningen als het gaat om serviceflats of de plaatsen als het gaat om een dagcentrum, een centrum voor avond en/of nachtopvang, een dagverzorgingscentrum of een gezinsopvang.

§ 3. In de schriftelijke inlichtingen die aan de kandidaat-bewoner of aan diens vertegenwoordiger worden verstrekt, moeten de volgende gegevens verplicht worden opgenomen :

1° de naam, het adres van de inrichting en haar nummer van werkingsvergunning;

2° de rechtsvorm, het adres en de nauwkeurige identificatie van de beheerder.

Bovendien moeten de volgende gegevens worden vermeld :

1° als het om een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis :

a) het aantal bedden van het rustoord of het rust- en verzorgingstehuis of het rustoord of het tehuis voor kortstondige verblijven, de verdeling ervan per kamer en het eventueel bestaan van een specifieke eenheid voor gedesoriënteerde bejaarde personen;

b) de dagprijs van het verblijf volgens het type gekozen of aangeboden kamer;

c) de supplementen en de prijs ervan;

d) de voorwaarden van de samenwerking met één of meerdere coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp alsook de voorwaarden voor de functionele verbinding met een rust- en verzorgingstehuis of met de vereniging inzake palliatieve zorgen die hetzelfde geografisch gebied dekt in het geval van een rustoord dat niet over bedden beschikt die gereconverteerd zijn naar rust- en verzorgingstehuizen;

e) een lijst met de aan de bewoners voorgestelde activiteiten, hun frequentie en hun eventuele prijs;

2° als het om een serviceflat gaat :

a) het aantal woningen;

b) de maandprijs van de woning volgens het type woning;

c) de aan de bejaarden aangeboden diensten en de prijs ervan;

d) de voorwaarden van de samenwerking met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis alsook met één of meerdere coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp.

3° als het gaat om een dagcentrum, een centrum voor avond- en/of nachtopvang of een dagverzorgingscentrum :

a) het aantal opvangplaatsen;

b) de opvangprijs per dag en de eventuele supplementen;

d) de voorwaarden van de samenwerking met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis als het centrum niet gevestigd is op de locatie van een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis alsook met één of meerdere coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp;

e) de aan de bewoners voorgestelde activiteiten, hun frequentie en hun eventuele prijs;

f) de openingsdagen en -uren van het centrum;

4° als het om een gezinsopvang gaat :

a) het aantal opvangplaatsen;

b) de opvangprijs per dag en de eventuele supplementen;

c) de voorwaarden van de samenwerking met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis en met één of meerdere coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp;

d) een lijst met de aan de bewoners voorgestelde activiteiten, hun frequentie en hun eventuele prijs.

§ 4. Tegelijk met voorgaande inlichtingen worden aan de betrokken personen een afschrift van het huishoudelijk reglement, alsook een standaardexemplaar van de huisvestings- of opvangovereenkomst overhandigd.

Art. 4. De inrichtingen voor bejaarde personen die krachtens dit decreet een werkingsvergunning hebben gekregen, zijn ertoe gehouden :

1° de individuele rechten van de bewoners na te leven;

2° de eerbiediging van hun privaat, affectief en seksueel leven te waarborgen;

3° het behoud van hun zelfstandigheid te bevorderen;

4° hun deelname aan het sociaal, economisch en cultureel leven te bevorderen;

5° een omgeving te waarborgen die gunstig is voor hun persoonlijke ontplooiing en welzijn;

6° hun veiligheid te verzekeren met eerbied voor hun individuele rechten en vrijheden.

Art. 5. De Regering stelt een handvest vast in verband met de kwaliteit van de inrichtingen voor bejaarde personen gericht op de behoeften, de verwachtingen en het respect van de bewoners om hun levenskwaliteit te verhogen.

De inrichtingen voor bejaarde personen die instemmen met dit handvest, worden opgenomen in een lijst die volgens de modaliteiten bepaald door de Regering wordt bekendgemaakt. Ze brengen hun bewoners hiervan op de hoogte. Zij krijgen een kwaliteitslabel.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van het kwaliteitshandvest, de toekenning van de kwaliteitslabel en zijn intrekking in geval van niet-naleving van bedoeld handvest.

HOOFDSTUK II. — *Programmering*

Art. 6. § 1. De programmering van de inrichtingen voor bejaarde personen bedoeld in artikel 2, 2°, a), b) en g) beoogt :

1° de beheersing van de evolutie van het aanbod inzake opvang, huisvesting of zorgen voor bejaarde personen in functie van hun evoluerende en gedifferentieerde behoeften;

2° het verzekeren van een homogene verdeling van de inrichtingen voor bejaarde personen over het geheel van het grondgebied van het Waalse Gewest om een geografische nabijheid te waarborgen voor het behoud van de bestaande maatschappelijke banden;

3° de garantie geven aan de bewoner dat hij een vrije keuze kan maken tussen de openbare sector, de verenigingssector of de commerciële privé-sector;

4° het bijdragen tot het financieel evenwicht van de sociale zekerheid.

§ 2. 1° De Regering legt de maximumcapaciteit van de rustoordbedden vast, met inbegrip van de rustoordbedden die gereconverteerd zijn naar rust- en verzorgingsbedden, alsook de maximale en minimale opvangcapaciteiten per inrichting.

2° Hij legt ook de regels vast voor de herkwalificatie van rustoordbedden in rust- en verzorgingsbedden, alsook voor de herkwalificatie van de plaatsen van een dagcentrum in plaatsen van een dagverzorgingscentrum.

3° Hij legt ook de huisvestingsregels per arrondissement vast in functie van het aantal bejaarde personen van 75 jaar en meer die er wonen.

4° Voor de toepassing van 1° en 2°, worden minstens 29 % van de bedden bestemd voor de openbare sector, minstens 21 % voor de verenigingssector en kunnen maximum 50 % worden toegewezen aan de commerciële privé-sector.

§ 3. 1° De Regering legt het programmacijfer vast voor de vestiging van de dagverzorgingscentra alsook de minimale en maximale opvangcapaciteit per inrichting.

2° Hij legt ook de huisvestingsregels per arrondissement vast in functie van het aantal bejaarde personen van 75 jaar en meer die er wonen.

3° Voor de toepassing van 1° en 2°, worden minstens 29 % van de plaatsen bestemd voor de openbare sector, minstens 21 % voor de verenigingssector en maximum 50 % voor de commerciële privé-sector.

§ 4. 1° De Regering legt het specifieke vestigingsprogramma vast van de rustoordbedden bestemd voor een kortstondig verblijf vast.

2° Dit vestigingsprogramma wordt per arrondissement uitgevoerd in functie van het aantal bejaarde personen van 75 jaar en meer die er wonen.

3° Voor de toepassing van 1° en 2°, worden minstens 29 % van de bedden bestemd voor de openbare sector, minstens 21 % voor de verenigingssector en kunnen maximum 50 % worden toegewezen aan de commerciële privé-sector.

§ 5. De Regering legt de modaliteiten vast op grond waarvan zij de uitvoerige gegevens over de geactualiseerde stand van de vestigingsprogramma's ter beschikking stelt.

HOOFDSTUK III. — *Principeakkoord en werkingsvergunningen van de inrichtingen voor bejaarde personen*

Afdeling 1. — Beginselakkoord

Art. 7. § 1. Elk project betreffende de opening van een inrichting voor bejaarde personen bedoeld in artikel 2, 3°, a), b), f) en g), de uitbreiding ervan of de heropening ervan na een onderbreking van de uitbating die het verlies van de werkingsvergunning tot gevolg had, vereist het beginselakkoord van de Regering. Als een inrichting voor bejaarde personen van sector verandert, wordt een voorafgaand beginselakkoord vereist.

Worden niet onderworpen aan het beginselakkoord :

1° de verandering van beheerder binnen éénzelfde sector;

2° de voorlopige overbrenging, in geval van werken of dringende volksgezondheids- of veiligheidsredenen, van de bewoners van een inrichting naar een andere huisvestingsstructuur bedoeld in dit decreet;

3° de overbrenging naar een andere locatie, zonder capaciteitsverhoging en in hetzelfde arrondissement, van bedden of plaatsen verspreid over verschillende locaties of bedden of plaatsen die onder éénzelfde beheerder vallen.

De betrokken beheerder moet de Regering op de hoogte brengen binnen de maand voor de toestand bedoeld in 1°, onverwijld in geval van dringende redenen bedoeld in 2°, en vijftien dagen vooraf voor de andere toestanden.

§ 2. Het beginselakkoord mag niet afgestaan worden, behalve bij vervanging van de beheerder van de inrichting waaraan de bij de overdracht betrokken bedden en opvangplaatsen toebehoren en voorzover deze geconcretiseerd worden op dezelfde site, onder dezelfde voorwaarden en binnen dezelfde termijnen als die welke zijn vastgelegd bij het geven van het beginselakkoord.

De bescherming van de bewoners kan het voorwerp uitmaken van bijzondere modaliteiten als het verzoek om beginselakkoord vergezeld gaat van een overdracht van bedden of opvangplaatsen waarvoor een werkingsvergunning is verleend.

Art. 8. § 1. De Regering legt de criteria en de procedure vast die voor de toekenning van het principeakkoord moet worden toegepast.

Met deze criteria moeten de Regering het volgende kunnen beoordelen :

1. de wil van de inrichting om verschillende diensten aan te bieden die de thuishouding kunnen steunen en die beantwoorden aan de specifieke behoeften van de gedesoriënteerde bejaarde personen;

2. de architecturale kwaliteit van het project, zijn vestiging, zijn integratie in het maatschappelijk leven en de middelen die aangewend worden om bij te dragen tot de duurzame ontwikkeling, meer bepaald wat betreft energiebesparingen en waterverbruik;

3. de middelen die aangewend worden om een optimale toegankelijkheid te bieden aan de gehandicapte personen en om aan de behoeften van bejaarde personen met zintuiglijke stoornissen te voldoen;

4. de evenwichtige verdeling van de inrichtingen voor bejaarde personen op het grondgebied van het Franstalig gebied.

§ 2. Als een verzoek om beginselakkoord bij de Regering ingediend wordt, gaat deze na of het project verenigbaar is met het vestigingsprogramma bedoeld in hoofdstuk II.

§ 3. Het door de Regering gegeven beginselakkoord is niet meer van kracht als een werkingsvergunning niet binnen drie jaar verleend wordt.

Die termijn kan volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten met hoogstens drie jaar verlengd worden op grond van een rechtvaardigingsgeschrift dat aantoonst waarom het project niet kon worden uitgevoerd binnen drie jaar.

Afdeling 2. — Werkingsvergunningen

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 9. § 1. Een inrichting voor bejaarde personen mag zonder werkingsvergunning niet worden uitgebaat.

De definitieve werkingsvergunning wordt voor een onbepaalde periode verleend.

Een voorlopige werkingsvergunning kan vooraf toegekend worden voor een maximumperiode van één jaar als het om een eerste aanvraag gaat. Ze kan verlengd worden als veiligheidswerken zulks rechtvaardigen.

De definitieve werkingsvergunning wordt geacht verleend te zijn als de voorlopige werkingsvergunning na afloop van de geldigheidstermijn niet het voorwerp van een weigering heeft uitgemaakt.

Een eenmalige werkingsvergunning wordt toegekend voor de bedden van het rustoord, van het rust- en verzorgingstehuis en voor een kortstondig verblijf in eenzelfde inrichting.

Een eenmalige werkingsvergunning wordt toegekend voor de plaatsen in een centrum voor dag-, avond en/of nachtopvang en in een dagverzorgingscentrum van eenzelfde inrichting.

§ 2. Volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten deelt de beheerder schriftelijk elke wijziging mee aan de elementen van het dossier betreffende de aanvraag om werkingsvergunning.

§ 3. In afwijking van § 1, eerste lid, kan een inrichting voor bejaarde personen die over een beginselakkoord beschikt of ervan vrijgesteld wordt in functie van artikel 7, § 1, die ook over een veiligheidsattest beschikt en waarvan de beheerder bij de administratie een aanvraag om werkingsvergunning heeft ingediend met inachtneming van de modaliteiten omschreven in artikel 14, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, ten vroegste vijftien dagen na verzending van de aanvraag in exploitatie worden genomen, behoudens andersluidend met redenen omkleed advies, meegegeeld aan de aanvrager vóór de voorziene datum van de opening.

§ 4. Volgens de modaliteiten die zij bepaalt, kan de Regering afwijken van de normen betreffende het gebouw en van de normen genomen overeenkomstig de reglementering inzake brandbeveiliging die bij of krachtens dit decreet van toepassing zijn op de inrichtingen voor bejaarde personen voor zover deze afwijkingen de levenskwaliteit en de veiligheid van de bewoner niet in het gedrang brengen.

Onderafdeling 2. — Bepalingen eigen aan de rustoorden

Art. 10. § 1. De Regering legt de werkingsnormen vast waaraan de rustoorden moeten voldoen of, als aan bepaalde normen pas gedurende de werking kan worden voldaan, zich ertoe verbinden te voldoen om een werkingsvergunning te krijgen.

Deze normen hebben o.a. betrekking op :

- 1° de door de huisvestingsprijs gedekte diensten;
- 2° de aanpassingsmodaliteiten van de huisvestingsprijs;
- 3° het gebouw, meer bepaald de reglementering inzake brandbeveiliging en paniek, in zover ze een aanvulling en een aanpassing van de federale normen zijn;
- 4° de voeding, de hygiëne en de gezondheidszorg;
- 5° de volgende gegevens over de personen die werkzaam zijn in het rustoord : aantal, bevoegdheid, kwalificatie, effectieve aanwezigheid en moraliteit;
- 6° de ervarings- en kwalificatievereisten alsmede de minimale vereisten inzake activiteit en aanwezigheid om de functie van directeur uit te oefenen;
- 7° de voorwaarden van de samenwerking met één of meerdere coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp, desgevallend, met een rust- en verzorgingstehuis of met de vereniging inzake palliatieve zorgen die het betrokken geografisch gebied dekt, als het rustoord niet over rust- en verzorgingsbedden beschikt;
- 8° het huishoudelijk reglement waarvan een model, niet verplicht, wordt opgesteld volgens de modaliteiten bepaald door de Regering en die de volgende principes in acht moet nemen :
 - a) eerbied voor het privé-leven van de bewoners alsmede voor hun ideologische, filosofische en religieuze opvattingen;
 - b) de vrije keuze van de arts;
 - c) de vrije toegang tot het rustoord voor familie en vrienden, en voor de bedienaars van de verschillende erediensten en de lekenzorgers die de bewoners of hun vertegenwoordiger hebben laten komen;
 - d) een maximale uitgangsvrijheid.

De Regering bepaalt de lijst van de minimale voorschriften van het huishoudelijk reglement en is bevoegd om de inhoud van de voorschriften nader te bepalen, die de bewoners een minimale bescherming waarborgt, overeenkomstig de principes die bedoeld worden onder de punten a) tot d) van het vorige lid.

De inrichtingen die het bovenbedoeld model niet gebruiken, onderwerpen hun huishoudelijk reglement ter goedkeuring aan de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt;

9° de huisvestingsovereenkomst tussen de beheerder en de bewoner of zijn vertegenwoordiger, waarvan het niet verplicht model wordt opgesteld volgens de modaliteiten bepaald door de Regering met inachtneming van de volgende principes :

- a) de zekerheid van de bewoner omtrent de kwaliteit van de huisvesting en de verleende diensten;
- b) de zekerheid van de bewoner omtrent de prijs van de huisvesting en van de verleende diensten, met name de dagelijkse huisvestingsprijs, de door de prijs gedekte diensten, alsmede de voorwaarden voor de aanpassing ervan en eventueel het bedrag van de gedeponeerde waarborg en de bestemming ervan;
- c) de bescherming van de bewoner i.v.m. het in bewaring geven van de goederen, waarborgen en waarden die aan de beheerder worden toevertrouwd, alsmede de voorschriften voor het eventuele beheer ervan;
- d) de zekerheid van de bewoner omtrent de duur van de overeenkomst, de opzeggingsvoorwaarden en -termijnen ervan;
- e) de inachtneming van de bijzondere voorschriften i.v.m. het kortstondig verblijf.

De rustoorden die het bovenbedoeld model niet gebruiken, onderwerpen hun huisvestingsovereenkomst ter goedkeuring aan de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt;

10° het levensproject van de inrichting voor bejaarde personen en de uitvoering ervan dat inspeelt op de behoeften van de bewoners om hen een optimale levenskwaliteit te waarborgen en hun autonomie te handhaven.

Dit levensproject bevat minstens :

- a) de bepalingen i.v.m. het onthaal van de bewoners, genomen met het oog op het respect van hun persoonlijkheid, op de verzachting van de breuk die ze samen met hun gezin bij hun opname ondervinden en op de opsporing van de elementen op grond waarvan tijdens het verblijf de nadruk gelegd kan worden op hun bekwaamheden en verlangens;
- b) de bepalingen i.v.m. het verblijf waarbij de bewoners een levenskader kunnen terugvinden dat zo dicht mogelijk aanleunt bij hun gezinskader, namelijk door ze aan te zetten tot deelname in de beslissingen betreffende het gemeenschappelijk leven en door het ontwikkelen van bezighoudings-, relationele en culturele activiteiten zodat het rustoord zich kan openstellen voor de buitenwereld;
- c) de bepalingen i.v.m. de organisatie van de zorgverlening en de hotelwezendiensten om de bewoners autonomie en tegelijkertijd welzijn, levenskwaliteit en waardigheid te waarborgen;

d) de bepalingen houdende organisatie van ploegwerk in een interdisciplinaire geest en in een kader van permanente vorming waarbij het personeel in zijn handelingen en woorden respect moet tonen voor de persoon en de individualiteit van de bewoner en waarbij aan bedoeld personeel o.a. inzake tijd middelen worden verschaft met het oog op een vlottere inzameling en overdracht van de opmerkingen die de doelstellingen van het levensproject helpen halen;

e) de bepalingen i.v.m. een deelname van de bewoners, elk volgens zijn bekwaamheden, om dialoog te bevorderen, suggesties in ontvangst te nemen, in team de verwezenlijking evalueren van de doelstellingen vervat in het institutionele levensproject en activiteiten aanbieden die ieders verwachtingen inlossen.

§ 2. De Regering legt de specifieke werkingsnormen vast betreffende de huisvesting in een aangepaste eenheid van de gedesoriënteerde bejaarde personen.

§ 3. De Regering bepaalt de bijkomende werkingsnormen waaraan moet worden voldaan door geografisch verspreide rustoorden die door dezelfde inrichtende macht en dezelfde directeur worden beheerd en om een eenmalige werkingsvergunning vragen.

Deze normen hebben o.a. betrekking op de maximale verwijdering van de locaties, de minimale en maximale capaciteit van elke vestiging en het personeel dat er tewerkgesteld is.

Onderafdeling 3. — Bepalingen eigen aan de serviceflats

Art. 11. § 1. De Regering legt de normen vast waaraan de serviceflats moeten voldoen om over een werkingsvergunning te beschikken :

1° de samenstelling van de individuele woningen die minstens het volgende bevatten :

- a) een woonkamer;
- b) een keukenruimte, eventueel in de woonkamer;
- c) een slaapkamer;
- d) een badkamer;
- e) een toilet, eventueel in de badkamer;

2° de minimale oppervlakten van de individuele woningen;

3° het aantal, de omschrijving en de oppervlakte van de gemeenschappelijke lokalen;

4° de wijze waarop een wachtdienst wordt verzekerd, om de bewoners zo nodig de gevraagde bijstand zo spoedig mogelijk te kunnen verlenen;

5° de facultatieve diensten die de beheerder moet organiseren of ter beschikking stellen van de bewoners en de gebruiksvoorwaarden ervan;

6° de voorwaarden van de samenwerking met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis als de serviceflat niet gevestigd is op de locatie van een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis alsook met één of meerdere coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp.

§ 2. De serviceflats moeten bovendien voldoen of, als aan bepaalde normen pas gedurende de werking kan worden voldaan, zich ertoe verbinden te voldoen aan de door de Regering bepaalde normen betreffende de volgende gegevens :

1° de door de maandelijkse huisvestingsprijs gedekte diensten;

2° de aanpassingsmodaliteiten van de huisvestingsprijs;

3° het gebouw, meer bepaald de reglementering inzake brandbeveiliging en paniek, in zover ze een aanvulling en een aanpassing van de federale normen zijn;

4° de voeding en de hygiëne;

5° de volgende gegevens over de personen die werkzaam zijn in de serviceflats : aantal, bevoegdheid, kwalificatie, effectieve aanwezigheid en moraliteit;

6° de ervarings- en kwalificatievereisten alsmede de minimale vereisten inzake activiteit en aanwezigheid om de functie van directeur uit te oefenen;

7° het huishoudelijk reglement waarvan een model, niet verplicht, wordt opgesteld volgens de modaliteiten bepaald door de Regering en die de volgende principes in acht moet nemen :

a) eerbied voor het privé-leven van de bewoners alsmede voor hun ideologische, filosofische en religieuze opvattingen;

b) de vrije keuze van de arts;

c) de vrije toegang tot de serviceflat voor familie en vrienden, en voor de bedienaars van de verschillende erediensten en de lekenzorgers die de bewoners of hun vertegenwoordiger hebben laten komen;

d) een maximale uitgangsvrijheid.

De Regering bepaalt de lijst van de minimale voorschriften van het huishoudelijk reglement en is bevoegd om de inhoud van de voorschriften nader te bepalen, die de bewoners een minimale bescherming waarborgt, overeenkomstig de principes die bedoeld worden onder de punten a) tot d) van het vorige lid.

De serviceflats die het bovenbedoeld model niet gebruiken, onderwerpen hun huisvestingsovereenkomst ter goedkeuring aan de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt;

8° de huisvestingsovereenkomst tussen de beheerder en de bewoner of zijn vertegenwoordiger, waarvan het niet verplicht model wordt opgesteld volgens de modaliteiten bepaald door de Regering met inachtneming van de volgende principes :

a) de zekerheid van de bewoner omtrent de kwaliteit van de huisvesting en de verleende diensten;

b) de zekerheid van de bewoner omtrent de prijs van de huisvesting en van de verleende diensten, met name de maandelijkse huisvestingsprijs, de door de prijs gedekte diensten, alsmede de voorwaarden voor de aanpassing ervan en eventueel het bedrag van de gedeponeerde waarborg en de bestemming ervan;

c) de bescherming van de bewoner i.v.m. het in bewaring geven van de goederen, waarborgen en waarden die aan de beheerder worden toevertrouwd, alsmede de voorschriften voor het eventuele beheer ervan;

d) de zekerheid van de bewoner omtrent de duur van de overeenkomst, de opzeggingsvoorwaarden en -termijnen ervan.

De serviceflats die het bovenbedoeld model niet gebruiken, onderwerpen hun huisvestingsovereenkomst ter goedkeuring aan de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Onderafdeling 4. — Specifieke bepalingen voor de centra voor dag-, avond- en/of nachtopvang

Art. 12. § 1. De Regering legt de normen vast waaraan de centra voor dag-, avond- en/of nachtopvang moeten voldoen om over een werkingsvergunning te beschikken.

Deze normen hebben o.a. betrekking op :

1° de inrichting en de oppervlakte van de lokalen die specifiek bestemd zijn voor het centrum voor dag-, avond- en/of nachtopvang;

2° de aangelegenheden bedoeld in artikel 10, § 1, van 1° tot 9°;

3° de voorwaarden van de samenwerking met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis als het opvangcentrum niet gevestigd is op de locatie van een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis alsook met één of meerdere coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp.

§ 2. De Regering bepaalt, binnen de perken van de begrotingskredieten, de voorwaarden waaronder een dagelijkse forfaitaire toelage per opgevangen persoon wordt verleend als tegemoetkoming in de werkingskosten van de centra beheerd door een publiekrechtelijk rechtspersoon of een privaatrechtelijke rechtspersoon zonder winstoogmerk.

Onderafdeling 5. — Specifieke bepalingen voor de gezinsopvang

Art. 13. De Regering legt de normen vast waaraan de gezinsopvang moet voldoen om over een werkingsvergunning te beschikken.

Deze normen hebben o.a. betrekking op :

1° de opvangvoorwaarden waarbij de continuïteit van de opvang wordt gewaarborgd, de gezondheidsbescherming, het morele en lichamelijke welzijn van de opgevangen personen, de hygiëne, de voeding, de opleiding van de opvangpersonen, de moraliteit van deze personen en hun medisch-sociale opvolging;

2° de architecturale voorwaarden met inbegrip van de reglementering inzake brandbeveiliging en paniek;

3° de inhoud van de overeenkomst tussen de bewoner en de opvangpersoon alsook de zekerheid van de bewoner omtrent de duur van de overeenkomst, de opzeggingsvoorwaarden en -termijnen ervan;

4° de financiële voorwaarden van de opvang;

5° de bescherming van de bewoner i.v.m. het in bewaring geven van de goederen, waarborgen en waarden die aan de opvangpersoon worden toevertrouwd, alsmede de voorschriften voor het eventuele beheer ervan;

6° de voorwaarden van de samenwerking met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis alsook met een coördinatiecentrum voor thuiszorg en -hulp;

7° de opleidingseisen voor de opvangpersonen alsook de voorwaarden voor hun begeleiding alsook de financieringsvoorwaarden van deze begeleiding.

Onderafdeling 6. — De toekenning, de opschorting, de weigering of de intrekking van een werkingsvergunning

Art. 14. Het verzoek om een werkingsvergunning wordt door de beheerder ingediend bij aangetekend schrijven of via elke door de Regering bepaalde wijze die vaste datum aan de verzending verleent.

De Regering bepaalt de ontvankelijkheidsvoorwaarden, de samenstelling van het dossier en de procedure voor de toekenning van een werkingsvergunning alsook de voorwaarden en de modaliteiten betreffende de voorlopige werkingsvergunning.

De werkingsvergunning bepaalt het aantal bedden, plaatsen of woningen per type inrichting.

Art. 15. Als een inrichting voor bejaarde personen de bij of krachtens dit decreet bepaalde voorschriften niet naleeft, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, dan wordt haar een waarschuwing gestuurd die haar verzoekt om zich onmiddellijk te voegen naar de normen als de situatie een dringende correctie vereist of binnen een termijn van een week tot maximum drie maanden in de andere gevallen.

Als de inrichting voor bejaarde personen bij het verstrijken van de termijn de bij of krachtens dit decreet bepaalde voorschriften niet naleeft, kan een procedure tot opschorting, weigering of intrekking van de werkingsvergunning worden opgestart, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Art. 16. De werkingsvergunning kan door de Regering geweigerd, geschorst of ingetrokken worden als de bepalingen van dit decreet of de krachtens dit decreet vastgelegde bepalingen niet in acht worden genomen. De beslissingen tot schorsing, intrekking of weigering van werkingsvergunningen kunnen slechts op bepaalde delen van een gebouw of op bepaalde vestigingen slaan.

Als de beheerder van de inrichting voor bejaarde personen of de persoon die in zijn naam handelt, de ambtenaren aangewezen door de Regering belet toezicht uit te oefenen, kan dat aanleiding geven tot de schorsing van de werkingsvergunning.

De Regering bepaalt de procedures en de voorwaarden voor de schorsing, de weigering of de intrekking van de werkingsvergunningen, alsmede de beslissingstermijnen.

De beslissing tot schorsing moet aan de ingang van het gebouw worden aangeplakt en houdt in dat het verboden is nieuwe bewoners op te vangen.

De weigering of de intrekking van de werkingsvergunning heeft de sluiting van de inrichting voor bejaarde personen tot gevolg. De weigering of de intrekking van de werkingsvergunning van een rust- en verzorgingstehuis dat over een werkingsvergunning als rustoord beschikt heeft de afschaffing van de hoedanigheid van rust- en verzorgingstehuis tot gevolg. De weigering of de intrekking van de werkingsvergunning van een rust- en verzorgingstehuis dat niet over een werkingsvergunning als rustoord beschikt heeft de sluiting van bedoelde inrichting tot gevolg.

De weigering of de intrekking van een werkingsvergunning van een dagverzorgingscentrum dat over een werkingsvergunning als dagcentrum beschikt heeft de afschaffing van de hoedanigheid van dagverzorgingscentrum tot gevolg.

Art. 17. Als een voorlopige werkingsvergunning aan de inrichting voor bejaarde personen verleend wordt, wordt ze bij verandering van beheerder met hoogstens één jaar verlengd vanaf de datum van mededeling van de verandering bedoeld in artikel 20, tweede lid.

Art. 18. Alle beslissingen tot verlening, tot schorsing, tot weigering of intrekking van een werkingsvergunning worden zo spoedig mogelijk aan de burgemeester en de voorzitter van het centrum voor maatschappelijk welzijn meegedeeld.

De burgemeester houdt een register van de inrichtingen voor bejaarde personen die gevestigd zijn op het grondgebied van zijn gemeente. Dit register wordt ter beschikking van de bevolking gesteld.

Art. 19. Alle beslissingen tot schorsing, tot weigering of intrekking van een werkingsvergunning worden zo spoedig mogelijk door de beheerder aan de bewoners of aan hun vertegenwoordigers meegedeeld.

Art. 20. Bij verandering van beheerder wordt de werkingsvergunning behouden voor zover de erkenningsvoorwaarden vervuld blijven.

Elke verandering van beheerder moet uiterlijk binnen de maand, waarin de inrichting voor bejaarde personen wordt overgedragen, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering meegedeeld worden.

Art. 21. De beheerder die van plan is een inrichting voor bejaarde personen vrijwillig te sluiten, verwittigt de Regering uiterlijk drie maanden vóór de sluiting en brengt ze op de hoogte van de maatregelen die hij genomen heeft voor de overheveling van zijn bewoners. Er wordt akte genomen van de sluiting waarvan wordt nagegaan of ze wordt uitgevoerd.

HOOFDSTUK IV. — *Verhouding tussen de beheerder en de bewoners*

Art. 22. Het huishoudelijk reglement waarin de rechten en plichten van de bewoners en de beheerder zijn vastgesteld en waarbij de voorwaarden van artikel 10, § 1, 9^o in acht worden genomen, wordt vóór de handtekening van de huisvestings- of opvangovereenkomst aan deze bejaarden of aan hun vertegenwoordigers overhandigd.

De bewoner of zijn vertegenwoordiger krijgen één exemplaar van de overeenkomst die zij gesloten hebben met de beheerder uiterlijk de dag waarop ze hun intrede doen in de inrichting voor bejaarde personen; een tweede exemplaar wordt bij het in artikel 23 bedoelde persoonlijke dossier gevoegd.

Art. 23. Voor elke opgevangen bejaarde wordt een persoonlijk dossier aangelegd. Het moet voortdurend bijgehouden worden op basis van de verstrekte gegevens en toegankelijk zijn voor de bewoner, zijn vertegenwoordiger en de met het toezicht belaste ambtenaren van het Waalse Gewest.

Het persoonlijke dossier vermeldt de personalia van de bewoner en zijn vertegenwoordiger, evenals de naam en het adres van de personen en diensten die de beheerder eventueel moet raadplegen, de gegevens over de betaling van de huisvestingsprijs of opvangprijs, en, in voorkomend geval, de gegevens over de mutualiteit, de pensioenen, de plaatsbeschrijving alsook de in deposito gegeven voorwerpen of waarden.

Art. 24. § 1. Er wordt in elke rustoord, rust- en verzorgingstehuis, alsook in elke serviceflat een bewonersraad opgericht die samengesteld is uit de bewoners of hun vertegenwoordigers en/of hun gezinsleden. De directeur of diens vertegenwoordiger kunnen de vergaderingen van de bewonersraad bijwonen. De raad wordt gesteund door het personeel van de inrichting ten einde de vlotte werking ervan te waarborgen. De sociale dienst van de gemeente waar de betrokken inrichting is gevestigd wordt op de hoogte gebracht van de vergaderingen van de bewonersraad en wordt uitgenodigd om deze vergaderingen minstens één keer per jaar bij te wonen.

De bewonersraad geeft adviezen en doet voorstellen, met name i.v.m. de werking van de inrichting, de organisatie van de diensten, het institutionele levensproject en de animatieactiviteiten.

Er kan één bewonersraad worden opgericht als een rustoord en/of een rust- en verzorgingstehuis en/of een serviceflat in dezelfde inrichting zijn gevestigd.

§ 2. De bewonersraad vergadert minstens één keer per kwartaal.

Voor elke vergadering van de bewonersraad wordt een verslag opgesteld. Dat verslag wordt bekendgemaakt op het aanplakbord en ligt ter inzage van de bewoners, hun gezinsleden, hun vertegenwoordiger, de burgemeester en van de ambtenaren van het Waalse Gewest belast met het toezicht.

Suggesties, opmerkingen of klachten kunnen door de bewoner, zijn vertegenwoordiger of zijn gezin opgenomen worden in een door de inrichting ter beschikking gesteld register. De klagende partij wordt in kennis gesteld van het gevolg dat aan zijn klacht wordt gegeven. Bovenbedoeld register wordt één keer per kwartaal op gewoon verzoek van de raad van bewoners overgelegd.

Art. 25. In geval van nieuwbouw of van verbouwingwerken van de inrichting voor bejaarde personen behouden de bewoners of de opgevangen personen die voor de aanvang van de werken aanwezig zijn, het recht op de handhaving van de verblijf- of opvangprijs, onverminderd een prijsverhoging toegestaan overeenkomstig artikel 10, § 1, 2^o.

De huisvestings- of opvangovereenkomst gesloten na het begin van de werken zal duidelijk aangeven dat een nieuwe prijs toegepast kan worden aan het einde van de werken.

Art. 26. Bij laattijdige betaling van de verblijf- of opvangprijs kan enkel een verwijlinterest vereist worden waarvan het percentage niet hoger mag zijn dan het percentage van de wettelijke rente.

Art. 27. Een voorschot voor de opneming in een inrichting voor bejaarde personen mag pas geëist worden na de ondertekening van de overeenkomst gesloten tussen de beheerder en de bewoner en voor zover de intrede van de bewoner niet ouder is dan één maand.

Dit voorschot mag het maandelijks bedrag van de huisvestingsprijs (met uitsluiting van elke toeslag) niet overschrijden.

Er mag geen voorschot worden gevraagd in de centra voor dag-, avond- en/of nachtopvang en in de dagverzorgingscentra.

De overeenkomst vermeldt de datum van opneming in de inrichting.

Het voorschot wordt in mindering gebracht van de eerste factuur of onverwijld terugbetaald als de bejaarde personen om redenen buiten zijn wil om onmogelijk opgenomen kan worden in de inrichting of als de beheerder hem niet kan opnemen op de datum waarin de overeenkomst voorziet.

HOOFDSTUK V. — *Controle*

Art. 28. Om de twee jaar en voor de eerste keer op 1 januari 2012 stelt de beheerder van een inrichting voor bejaarde personen een verslag op betreffende de veiligheid, de kwaliteit van de diensten en zorgen, de hygiënevoorschriften, de opvang van de nieuwe bewoners en, desgevallend, de toepassing van het levensproject.

De Regering legt het model van verslag vast en bepaalt de wijze waarop het wordt overgemaakt.

Art. 29. § 1. De burgemeester of diens afgevaardigde kan op elk ogenblik een inrichting voor bejaarde personen bezoeken om de huisvestingsvoorwaarden en het welzijn van de personen die er worden ondergebracht of opgevangen te controleren; desgevallend, richt hij een verslag aan de Regering.

Wat betreft de plaatsen die als een woning worden beschouwd in de zin van artikel 15 van de Grondwet, wordt hun bezoek onderworpen aan het uitdrukkelijk akkoord van de bewoner of zijn vertegenwoordiger of, bij gebrek, van de rechter van de politierechtbank of van zijn plaatsvervanger, behalve in spoedgevallen, wanneer de in gevaar verkerende bejaarde dringend hulp behoeft.

§ 2. De ambtenaren aangewezen door de Regering voor het toezicht op de inrichtingen voor bejaarde personen moeten toezien op de naleving van de bij of krachtens dit decreet bepaalde regels alsmede van de door de federale overheid bepaalde regels inzake de erkenning van rust- en verzorgingstehuizen en dagverzorgingscentra.

Deze ambtenaren zijn bekleed met het ambt van politieofficier van de procureur des Konings.

Bij het vervullen van hun opdracht kunnen ze :

1° alle controles en onderzoeken verrichten en alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten, met name :

a) elke persoon ondervragen over elk gegeven dat nuttig is voor het toezicht;

b) elk nuttig document voor de uitoefening van hun opdracht opzoeken of het zich laten bezorgen, er een afschrift van maken of het tegen ontvangstbewijs meenemen;

2° processen-verbaal van bevinding opmaken, die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen.

Een afschrift daarvan wordt binnen veertien dagen na de vaststelling van de feiten ter kennis gebracht van de beheerder en van de auteur van de feiten.

Wat betreft de plaatsen die als een woning worden beschouwd in de zin van artikel 15 van de Grondwet, wordt hun bezoek onderworpen aan het uitdrukkelijk akkoord van de bewoner of zijn vertegenwoordiger of, bij gebrek, van de rechter van de politierechtbank of van zijn plaatsvervanger, behalve in spoedgevallen, wanneer de in gevaar verkerende bejaarde dringend hulp behoeft.

Art. 30. § 1. Gestraft wordt met een administratieve geldboete :

1° van 25.000 euro, de beheerder die een inrichtingen voor bejaarde personen uitbaat zonder werkingsvergunning, onverminderd artikel 9, § 3;

2° van 10.000 euro, de beheer die een inrichting voor bejaarde personen uitbaat waarvan de werkingsvergunning werd opgeschort en die de tekortkomingen die deze beslissing tot gevolg hebben gehad niet heeft rechtgezet binnen drie maanden na de kennisgeving ervan, alsook de beheerder die nieuwe bewoners opvangt ondanks beslissing tot opschorting van de werkingsvergunning;

3° van 5.000 euro, de beheerder die opzettelijk een onjuiste of niet eerlijke verklaring aflegt om een beginselakkoord of een werkingsvergunning te bekomen of te behouden.

§ 2. Bij herhaling binnen vijf jaar na de vaststelling van de overtreding, worden de bovenbedoelde bedragen verdubbeld.

§ 3. De Regering legt de administratieve geldboetes op. De geldboete moet betaald worden binnen de twee maanden na de kennisgeving.

§ 4. De Regering legt de procedures vast voor de toepassing van de administratieve geldboetes bedoeld in § 1, voor de ambtshalve inning bij niet-betaling binnen de opgelegde termijn en de modaliteiten van beroep.

Art. 31. § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 269 tot 281 van het Strafwetboek worden een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en een geldboete van 15 tot 25 euro opgelegd, de beheerder die de werkingsnormen kennelijk niet heeft nageleefd en de bescherming, de veiligheid of de gezondheid van de bewoners daardoor in gevaar brengt.

§ 2. Onverminderd de toepassing van de bij het Strafwetboek bepaalde straffen worden een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een geldboete van 10 tot 50 euro of één van die straffen opgelegd :

1° degene die rechtstreeks of onrechtstreeks terwijl hij een activiteit of een mandaat uitoefent in een inrichting voor bejaarde personen of een bedrijf, een dienst of een instelling die een inrichting voor bejaarde personen beheert :

a) op niet-geïndividualiseerde wijze de rekeningen van de bewoners beheert;

b) door list, dwang, bedreiging, valse belofte of misbruik makend van de zwakheid of ziekte zich goederen die aan een bewoner toebehoren, laat overhandigen;

c) de fondsen of goederen van de bewoners beheert zonder inachtneming van de voorschriften die eventueel bepaald zijn bij de in artikel 10, § 1, 9°, 11, § 2, 8° en 13, 5°, van dit decreet bedoelde overeenkomst;

2° degene die als voorwaarde voor de intrede in een inrichting voor bejaarde personen de betaling van een andere voorschot of borg oplegt dan die door dit decreet of ter uitvoering ervan toegelaten is.

Art. 32. Bij wijze van veiligheidsmaatregel kunnen de hoven en rechtbanken, naast de veroordelingen bedoeld in artikel 31, verbieden dat de overtreders van de bepalingen van die decreet en de bepalingen genomen krachtens dit decreet een inrichting voor bejaarde personen zouden exploiteren of leiden, zowel persoonlijk als via een tussenpersoon, gedurende een door hen te bepalen periode. Deze periode kan niet langer zijn dan tien jaar.

Het verbod treedt slechts in werking als er tegen de veroordeling geen gewoon of buitengewoon beroep meer mogelijk is. De overtreding van dit verbod wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot zes maanden en met een geldboete van 25 tot 125 euro per opgevangen bejaarde persoon of één van die straffen.

Art. 33. Als, in het kader van de uitoefening van het toezicht, ernstige nalatigheden worden vastgesteld en dat de beheerder deze nalatigheden binnen de opgelegde termijn niet rechtzet, kan de Regering op de kosten van de beheerder een commissaris aanwijzen die belast is met de begeleiding van de directie van de inrichting voor bejaarde personen gedurende de tijd die nodig is om de vastgestelde ernstige nalatigheden te regulariseren.

Elke beslissing betreffende de inrichting en de bejaarde personen die er zijn ondergebracht of opgevangen moet vooraf door de Commissaris worden gevalideerd.

De Regering bepaald de terzake geldende modaliteiten en voorwaarden alsook de rechten en plichten van de commissaris en van de inrichtingen voor bejaarde personen.

Art. 34. § 1. De Regering kan met inachtneming van de door haar bepaalde procedure besluiten tot de dringende sluiting van een inrichting voor bejaarde personen om redenen van volksgezondheid, veiligheid of kennelijke niet-naleving van de geldende bepalingen.

De beslissing tot dringende sluiting kan enkel bepaalde gedeelten van het gebouw of bepaalde vestigingen betreffen.

De beslissing tot dringende sluiting kan ongedaan worden gemaakt indien de omstandigheden die tot die beslissing dwongen, niet meer verenigd zijn.

§ 2. De Regering beveelt de sluiting van de inrichtingen die zonder werkingsvergunning werken, met inachtneming van de procedure die zij bepaalt.

Art. 35. De burgemeester is belast met de uitvoering van de beslissingen tot sluiting bedoeld in artikel 34 en laat de sluitingen verrichten die voortvloeien uit de beslissingen tot weigering of intrekking van een werkingsvergunning.

Met het oog hierop zorgt hij ervoor dat alle nuttige maatregelen genomen worden.

Daartoe kan hij de bewoners laten evacueren en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn verzoeken om ze zo spoedig mogelijk op te vangen en te huisvesten.

Art. 36. Elke persoon die bij een rechtsbeslissing met de administratie van een inrichting voor bejaarde personen belast wordt, meldt zich onmiddellijk bij de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Elk besluit tot ontruiming is het voorwerp van een voorafgaand overleg tussen de bestuurder van de inrichting voor bejaarde personen, aangewezen bij een rechtsbeslissing, de burgemeester en de ambtenaren belast met het toezicht op de inrichtingen voor bejaarde personen.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 37. Artikel 2, *b*), van het decreet van 13 juni 2002 betreffende de organisatie van de verzorgingsinstellingen wordt aangevuld met de volgende woorden "met uitzondering van de rust- en verzorgingstehuizen en de dagverzorgingscentra".

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 38. De geldige werkingsvergunningen op de dag van inwerkingtreding van dit decreet worden geacht toegekend te zijn voor een onbepaalde duur, met uitzondering van de voorlopige werkingsvergunningen en van de opgeschorte werkingsvergunningen.

Art. 39. Het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en de artikelen 27 en 28 van het decreet van 6 februari 2003 tot wijziging van het decreet van 5 juni 1997 worden opgeheven.

Art. 40. Het tweede lid van artikel 63 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet wordt vervangen door het volgend lid :

Onverminderd het vorige lid, gaat het hier eigenlijk om een technisch advies uit te brengen over de toepassing van het decreet betreffende de opvang en de huisvesting van bejaarde personen :

1. de programmering van de inrichtingen voor bejaarde personen bedoeld in artikel 6 van dit decreet;
2. de beginselakkoorden bedoeld in artikel 7 van dit decreet;
3. elke beslissing tot weigering, intrekking of schorsing van een erkenning, vóór deze beslissingen.

Art. 41. De Regering legt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD.

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 971 (2008-2009), nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 29 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.